

# Frontaliers salariés au Luxembourg : en pratique ?

La population des travailleurs frontaliers est en constante croissance au Luxembourg. Ce constat mène à s'intéresser de plus près aux différents aspects pratiques liés à ce statut, et il semble primordial de rappeler les différentes démarches à effectuer, que ce soit pour le frontalier lui-même ou pour l'employeur devant accompagner ses salariés.

D'un point de vue général, l'imposition sur les salaires se fait par voie de retenue à la source au Luxembourg, que le salarié soit résident ou non-résident. Si la retenue à la source a été correctement calculée durant l'année, l'impôt peut être définitif car le dépôt d'une déclaration pour l'impôt sur le revenu n'est pas systématique au Luxembourg.

A cette fin, la fiche de retenue d'impôt (communément appelée carte d'impôt) est l'élément-clé pour permettre à l'employeur ou à la société en charge du calcul des salaires d'effectuer la retenue à la source précisément. Au-delà des informations personnelles du salarié (tel que son état civil, son adresse), la carte d'impôt mentionne une information primordiale, à savoir la classe d'impôt qui lui est applicable. En effet, la retenue à la source se détermine sur base de l'application du barème d'impôt (en général, barème mensuel) et de la classe d'impôt.

## Classes d'impôt

Trois classes d'impôt existent (1, 1a ou 2) et elles sont allouées aux salariés en fonction de leur situation personnelle, comme suit :

	Sans enfant à charge	Avec enfant(s) à charge	Âgé d'au moins 64 ans au 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Célibataire</b>	1	1a	1a
<b>Partenaire <sup>(1)</sup></b>	1	1a	1a
<b>Marié <sup>(2)</sup></b>	1a ou 2	1a ou 2	1a ou 2
<b>Séparé <sup>(3)</sup></b>	1	1a	1a
<b>Divorcé <sup>(3)</sup></b>	1	1a	1a
<b>Veuf <sup>(3)</sup></b>	1a	1a	1a

(1) Lorsqu'un contrat de partenariat (PACS ou cohabitation légale par exemple) a existé durant toute l'année d'imposition, les partenaires non-résidents peuvent demander à être imposés collectivement via une déclaration fiscale afin de bénéficier de la classe d'impôt 2, à la condition qu'au moins l'un d'entre eux puisse se voir assimiler à un contribuable résident (application de l'article 157ter L.I.R.).

(2) Concernant les contribuables non-résidents mariés, ils sont rangés dans la classe d'impôt 2 dans le cas où plus de 50 % des revenus professionnels de leur ménage est imposable au Luxembourg (à défaut, ils sont rangés en classe 1a).

(3) La classe d'impôt 2 continue à être octroyée à ces contribuables pendant les 3 années suivant le décès ou le jugement qui autorise la séparation ou le divorce.

## Emission et modification de la carte d'impôt

Dans un souci de simplification administrative, c'est l'Administration des Contributions Directes (ACD) qui émet d'office toutes les cartes d'impôt pour les salariés depuis l'année 2015, sans intervention et sans demande de la part du contribuable et ce, dans un intervalle moyen de 30 jours ouvrables suite à l'affiliation du salarié par son employeur auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale (CCSS).

Les années subséquentes, autour du mois de février, le salarié recevra automatiquement sa carte d'impôt pour l'année en cours par courrier postal à son adresse privée. Dans le cas où il ne l'aurait pas reçue, le salarié pourra prendre contact avec le bureau RTS Non-Résidents compétent à partir du mois de mars.

Si le salarié égare sa carte d'impôt, une demande de duplicata peut être introduite en complétant un formulaire spécifique (modèle 164 NR), à adresser au bureau RTS Non-Résidents<sup>(1)</sup>.

Chaque carte d'impôt porte mention de l'employeur du salarié. En cas de changement d'employeur au cours de l'année, le salarié recevra automatiquement à son domicile une nouvelle carte d'impôt mentionnant son nouvel employeur. Il en est de même si le contribuable prend sa retraite au cours de l'année, une nouvelle carte d'impôt sera émise automatiquement avec mention de la caisse de pension.

La simplification administrative n'exempte pas le contribuable de vérifier les informations contenues dans sa carte d'impôt, ces dernières pouvant s'avérer inexactes ou incomplètes, auquel cas il conviendra de demander la modification de la carte d'impôt en complétant le modèle 164 NR, à adresser au bureau RTS Non-Résidents.

A titre d'illustration, la première carte d'impôt émise par l'ACD pour un frontalier marié mentionnera la classe d'impôt 1 (au lieu de la classe d'impôt 1a ou 2), l'Administration n'ayant pas connaissance *a priori* des informations le concernant. Une demande de modification devra donc être introduite par le frontalier marié afin de justifier de son état civil – en joignant un certificat de mariage – ainsi que de la vie commune des époux (c'est-à-dire le partage de la même adresse), cela pouvant être démontré en annexant une composition de ménage pour les résidents belges ou allemands (ce document n'existant pas pour les résidents français, il est admis de joindre un document prouvant le partage de l'adresse tel qu'une facture de gaz ou d'électricité).

Concernant la classe d'impôt applicable, une partie du formulaire est dédiée à la détermination du pourcentage de revenus professionnels du ménage imposable à Luxembourg.

De la même manière, si le frontalier change d'adresse ou d'état civil (en cas de mariage, divorce, séparation) au cours de l'année, il doit demander la modification de sa carte d'impôt en complétant le modèle 164 NR le plus rapidement possible.

### Remise de la carte d'impôt à l'employeur

Chaque année, le salarié doit remettre sa carte d'impôt à son employeur dès réception, après avoir vérifié que les informations y mentionnées sont correctes (ou après modification de la carte, le cas échéant).

Si le salarié omet de remettre sa carte d'impôt à son employeur, ce dernier devra imposer le salaire sur base de la classe d'impôt 1, avec application d'un taux d'imposition minimum de 33 %.

La retenue à ce tarif peut être régularisée suite à une remise ultérieure de la fiche de retenue d'impôt tant qu'elle intervient avant la fin de l'année concernée. C'est pourquoi le salarié a tout intérêt à faire le nécessaire pour obtenir/faire modifier sa carte d'impôt dans les temps et la remettre à son employeur avant la fin de l'année.

### OBLIGATIONS ET OPPORTUNITES DU POINT DE VUE DECLARATIF

Comme mentionné plus haut, le dépôt d'une déclaration pour l'impôt sur le revenu n'est pas systématique au Luxembourg étant donné que l'impôt est retenu à la source sur les salaires. Cette spécificité propre au Luxembourg fait que nombre de frontaliers ne doivent pas déposer de déclaration et, dans ce cas, la retenue d'impôt prélevée à la source est définitive.

Dans le cas où une déclaration doit être déposée, c'est le formulaire 100F (version française) ou 100D (version allemande) qui devra être complété<sup>(2)</sup>.

### Déclaration fiscale : obligation de dépôt

En tant que non-résident, il faut tout d'abord regarder si le frontalier a exercé son activité professionnelle au Luxembourg pendant au moins 9 mois continus dans l'année concernée, ou s'il bénéficie de la classe d'impôt 2 (au moins 50 % des revenus professionnels de son ménage imposables au Luxembourg).

Dès l'instant où il se trouve dans l'une de ces deux situations préalables, il est dans l'obligation de déposer une déclaration fiscale dans les cas suivants :

Conditions de dépôt d'une déclaration - Plafonds annuels
Revenu annuel imposable à Luxembourg excédant 100.000 EUR par an ; ou
En cas de cumul de plusieurs rémunérations imposables à Luxembourg par voie de retenue à la source (ex. frontalier ayant au moins 2 employeurs à Luxembourg, frontalier marié dont le conjoint perçoit également un salaire provenant du Luxembourg), revenu annuel imposable à Luxembourg excédant : - 36.000 EUR pour les salariés rangeant en classe d'impôt 1 ou 2 ; ou - 30.000 EUR pour les salariés rangeant en classe d'impôt 1a
Revenu provenant de la location de bien, provenant de l'exercice d'une profession libérale, plus-values excédant 600 EUR par an ; ou
Revenu provenant de capitaux mobiliers (intérêts, dividendes) excédant 1.500 EUR par an ; ou
Tantièmes excédant 100.000 EUR par an

**L'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire devrait être aboli à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans le cadre de la réforme fiscale en préparation. En effet, une réforme conséquente des règles fiscales applicables au Luxembourg est en préparation et devrait être d'application à partir de l'année 2017. Cette réforme devrait notamment apporter une refonte des règles applicables aux frontaliers salariés au Luxembourg.**

Le délai légal de dépôt de la déclaration fiscale au Luxembourg est le 31 mars de l'année suivant l'année d'imposition. En pratique, les autorités fiscales font preuve d'une certaine souplesse à l'égard des contribuables n'ayant pas remis à cette date leur déclaration d'impôt.

Généralement, si le dépôt n'est pas encore effectué, le contribuable reçoit au cours du mois de septembre un courrier de rappel l'invitant à déposer sa déclaration au plus tard à la fin du mois d'octobre. Au-delà, une prolongation est souvent admise, pouvant aller jusqu'à la fin de l'année.

### Déclaration fiscale : sur base volontaire

Bien souvent, les frontaliers ne sont pas au fait de certaines règles simples permettant une optimisation de leur situation fiscale. Même s'ils n'ont pas l'obligation de déposer une déclaration, ils peuvent parfois le faire sur base volontaire.

Pour le frontalier, l'intérêt principal du dépôt d'une déclaration sur base volontaire réside dans la possibilité de se voir assimiler à un résident luxembourgeois (application de l'article 157ter L.I.R) et de faire valoir l'ensemble des déductions accordées à celui-ci.

Typiquement, l'assimilation lui permettra de faire valoir les intérêts débiteurs en relation avec un emprunt hypothécaire sur son habitation principale ; la déduction de primes d'assurances ou des cotisations versées à des caisses d'épargne logement ; des primes versées pour la prévoyance-vieillesse ; des frais de garde d'enfants ; des dons ; etc.

Afin de bénéficier de ce régime d'assimilation, le frontalier doit remplir les conditions suivantes :

- il doit avoir au moins 90 % (50 % pour les résidents belges) de ses revenus mondiaux imposables au Luxembourg durant l'année concernée ;
- il doit reporter dans sa déclaration l'intégralité de ses revenus (luxembourgeois et étrangers).

Dans le cas où le report des revenus mondiaux dans la déclaration entraîne une augmentation du taux global d'imposition applicable et mène à une imposition plus élevée que celle découlant du calcul de la retenue à la source durant l'année, il n'y a pas d'intérêt à demander l'assimilation à un résident luxembourgeois. Dès lors, le dépôt d'une déclaration fiscale sur base volontaire n'est plus intéressant.

Lorsqu'il n'apparaît pas clairement *a priori* si l'assimilation sera favorable, une simulation doit donc être effectuée.

Par ailleurs, c'est également par le dépôt d'une déclaration sur base volontaire que le frontalier lié par un contrat de partenariat (par exemple PACS ou cohabitation légale) pourra

demander l'application de la classe d'impôt 2, si le partenariat a existé durant l'année entière, si les partenaires ont partagé une adresse commune tout au long de l'année et si le frontalier entre dans les conditions précitées du régime d'assimilation.

## Décompte annuel : opportunité à ne pas oublier

En dehors des cas typiques précités, dès lors que le frontalier n'a pas d'obligation de dépôt d'une déclaration, ni d'avantage à faire valoir une assimilation par dépôt d'une déclaration sur base volontaire, une autre possibilité d'optimisation s'offre à lui afin de se voir rembourser une partie de la retenue à la source sur les salaires supportée durant l'année concernée, par le biais du dépôt d'un décompte annuel (formulaire 163 NR)<sup>(3)</sup>.

Le dépôt d'un décompte est particulièrement intéressant lorsque le frontalier a débuté sa carrière au Luxembourg au cours de l'année de fin de ses études, s'il a exercé son activité professionnelle au Luxembourg une partie de l'année seulement (arrivée ou départ en cours d'année) ou si sa situation familiale a changé durant l'année (ex. mariage).

D'un point de vue pratique, le frontalier doit respecter des conditions pour pouvoir déposer un décompte annuel, à savoir :

- il doit avoir exercé son activité professionnelle au Luxembourg pendant au moins 9 mois continus dans l'année concernée ; ou
- il doit avoir au moins 75 % de sa rémunération imposable au Luxembourg ; ou
- si aucune des conditions ci-dessus n'est remplie, il peut déposer un décompte annuel à la condition de déclarer ses revenus mondiaux (luxembourgeois et étrangers).

Le décompte ne peut en aucun cas mener à un impôt additionnel à payer par le salarié, il ne sera déposé que s'il mène à un remboursement d'une partie/de l'ensemble de la retenue à la source.

Le délai légal de dépôt d'un décompte annuel est au plus tard le 31 décembre de l'année suivant l'année d'imposition, sans prolongation admise.

## QU'EN EST-IL DE LA SECURITE SOCIALE ?

Les salariés qui travaillent au Luxembourg pour le compte d'un employeur luxembourgeois sont obligatoirement et automatiquement affiliés auprès du CCSS et seront dès lors couverts contre tous les risques en matière de sécurité sociale au Luxembourg, à savoir : maladie et maternité, accident du travail et maladie professionnelle, vieillesse et invalidité ainsi que dépendance (couvrant l'état d'une personne nécessitant une assistance régulière pour les actes essentiels de la vie).

Dans les 8 jours de l'entrée en service du salarié, il est de la responsabilité de l'employeur de l'affilier auprès du CCSS. Le salarié concerné recevra une confirmation écrite de son affiliation indiquant son numéro de matricule. Ce numéro de matricule le suivra tout au long de sa carrière au Luxembourg et lui servira à s'identifier dans ses relations avec les institutions de sécurité sociale et les prestataires de soins (médecins, hôpitaux, pharmaciens, etc.).

Dans les semaines qui suivent, le frontalier recevra sa carte de sécurité sociale luxembourgeoise. Au verso de cette carte figure la carte européenne d'assurance maladie qui constitue un titre de garantie et une simplification administrative pour la prise en charge des soins lors de séjours à l'étranger.

Dans le cas où elle ne serait pas directement présente au verso de la carte de sécurité sociale luxembourgeoise, la carte européenne peut être commandée directement auprès du CCSS<sup>(4)</sup>.

Comparativement aux pays frontaliers, le Luxembourg offre un régime de sécurité sociale attractif, tant en termes de cotisations sociales qu'au niveau des prestations.

Taux de sécurité sociale applicables au Luxembourg au 01.01.2016		
	Part salariale	Part patronale
Assurance pension <sup>(1)</sup>	8 %	8 %
Assurance maladie <sup>(1)</sup>	3,05 %	3,05 %
Assurance dépendance <sup>(2)</sup>	1,40 %	N/A
Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire	0,50 %	N/A
Santé au travail <sup>(1)</sup>	N/A	0,10 %/0,11 % <sup>(3)</sup>
Assurance accident <sup>(1)</sup>	N/A	1 % (taux unique)
Mutualité des employeurs	N/A	0,46 % à 2,93 % <sup>(4)</sup>
<b>Total</b>	<b>12,95 %</b>	<b>De 12,61 % à 15,09 %</b>

(1) Les cotisations sont prélevées jusqu'au plafond annuel cotisable de 115.377,84 EUR (indice 775,17).

(2) La contribution dépendance est prélevée au taux de 1,40 % sur le salaire brut (sans plafond) après déduction d'un abattement mensuel.

(3) Pour les entreprises affiliées aux services de santé au travail de l'industrie (STI)/multisectoriel (STM).

(4) Le taux de cotisation varie en fonction du taux d'absentéisme des salariés de l'entreprise.

Il est à noter que l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire devrait être aboli à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans le cadre de la réforme fiscale en préparation. En effet, une réforme conséquente des règles fiscales applicables au Luxembourg est en préparation et devrait être d'application à partir de l'année 2017 (le projet de loi n° 7020 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a été déposé à la Chambre des députés le 26 juillet 2016).

Cette réforme devrait notamment apporter une refonte des règles applicables aux frontaliers salariés au Luxembourg. Affaire à suivre... ☑



Elise Mignard

IF Group

(1) Ce formulaire peut être téléchargé sur le site internet de l'Administration des contributions directes, sous le lien : [http://www.impotsdirects.public.lu/formulaires/fiches\\_d\\_impot/index.html](http://www.impotsdirects.public.lu/formulaires/fiches_d_impot/index.html).

(2) Ces formulaires peuvent être téléchargés sur le site internet de l'Administration des contributions directes, sous le lien : [http://www.impotsdirects.public.lu/formulaires/pers\\_physiques/index.html](http://www.impotsdirects.public.lu/formulaires/pers_physiques/index.html).

(3) Ce formulaire peut être téléchargé sur le site internet de l'Administration des contributions directes, sous le lien : [http://www.impotsdirects.public.lu/formulaires/decompte\\_annuel/index.html](http://www.impotsdirects.public.lu/formulaires/decompte_annuel/index.html).

(4) La commande d'une carte européenne d'assurance maladie peut se faire directement en suivant le lien suivant : <http://www.ccss.lu/certificats/assures/carte-europeenne-de-securite-sociale>.